

## Les Analyses du Centre Jean Gol



# Clichés et idées fausses sur le libéralisme

Janvier 2014

Administrateur délégué : Richard Miller  
Directrice : Laurence Glautier  
Directeur scientifique : Corentin de Salle

Les analyses du Centre Jean Gol sont réalisées chaque année par une équipe de chercheurs dans le cadre de diverses thématiques correspondant aux interrogations, interpellations et suggestions de son public. Consacrées à des sujets pointus ou à des problèmes d'actualité, elles se veulent des outils de réflexion et d'information mais également des pistes de solution permettant à son public de mener à bien ses actions sur le terrain.

Avenue de la Toison d'Or 84-86  
1060 Bruxelles  
Tél. : 02.500.50.40  
[cjg@cjg.be](mailto:cjg@cjg.be)

# Clichés et idées fausses sur le libéralisme

## 1. Les libéraux sont racistes et hostiles aux immigrants

Les libéraux détestent le racisme car les hommes ont tous la même valeur et ont tous le droit d'être libres.

Les libéraux considèrent que les individus sont tous différents et qu'ils ont tous des caractéristiques qui n'appartiennent qu'à eux.

**Les racistes ne s'intéressent qu'aux choses qui profitent aux gens qui leur ressemblent.** Les racistes considèrent que tout ce qui est extérieur à eux est une menace. Au contraire, **les libéraux pensent que leurs valeurs sont bonnes pour l'ensemble de l'humanité. La preuve ?** Ce sont des libéraux qui ont écrit la première **Déclaration universelle des droits de l'homme**.

**Le libéral est quelqu'un qui cherche constamment à entrer en contact avec les autres.** Depuis plus de 3000 ans, des commerçants européens sont entrés en contacts avec des pays lointains pour échanger des produits et des idées, rencontrer de nouvelles cultures, découvrir de nouvelles façons de vivre, dialoguer avec des étrangers. Aujourd'hui, **quand on se balade dans un centre commercial, on trouve des produits qui viennent de toutes les parties du monde** : des restaurants, des musiques, des livres, des films, des vêtements, des chaussures, des bijoux, etc.

Une société libérale attire les produits de tous les autres pays mais elle attire aussi les hommes et les femmes de tous les autres pays. **Quelles sont les sociétés au monde où l'on retrouve la plus grande diversité d'étrangers ? Ce sont les sociétés libérales.** Bruxelles abrite quelques 170 nationalités. Ce n'est pas un hasard. Les sociétés cosmopolites sont les sociétés les plus libres, celles où tout est possible, celles où le travail est récompensé, celles où les droits de chacun sont respectés. Ce sont dans des sociétés libérales que l'on trouve les plus grands scientifiques et les plus grands artistes car ils viennent de partout.

**Quelles sont les sociétés où l'on retrouve le plus grand nombre de religions différentes pratiquées par des fidèles ? Ce sont les sociétés libérales.** Pourquoi ? Parce que les libéraux défendent une valeur très importante : la **tolérance**. La preuve ? Un des pays les plus croyants au monde est une société libérale : les **Etats-Unis**. Ce pays compte plus de **80 religions officielles**. Par contre, les **sociétés où le socialisme est dominant** (c'était le cas de l'URSS) sont des sociétés **totaletement fermées** : aucun étranger ne peut y entrer et personne, d'ailleurs, ne peut en sortir (car presque tout le monde veut s'en échapper au plus vite). Aucun produit ne peut y entrer non plus. Heureusement, de telles sociétés finissent toujours par s'écrouler.

Les libéraux considèrent que le **racisme est inacceptable. Il faut le pourchasser en justice sous toutes ses formes** :

- les **comportements insultants** ;
- la **discrimination à l'embauche** ;

- les **contrôles policiers répétés**, inutiles et vexants des cartes d'identité en fonction de la **couleur de peau**, etc.

## 2. Les libéraux sont les ennemis de l'égalité

**On entend parfois que les libéraux défendent la liberté au détriment de l'égalité alors que les socialistes défendraient l'égalité au détriment de la liberté. C'est une erreur : la défense de la liberté conduit, à la longue, par favoriser l'égalité.** Comme le disait Margaret Thatcher en 1976 : « les nations qui recherchent l'égalité, comme les pays derrière le rideau de fer, n'obtiennent (...) ni l'égalité ni la liberté. Les nations qui, comme nous par le passé, visent la liberté comme l'objectif fondamental étendu à tous, aboutissent à la liberté, à la dignité humaine et à beaucoup moins d'inégalités que d'autres peuples».

Quand le penseur libéral français Alexis de Tocqueville débarque en Amérique en 1831, la chose qui le frappe le plus dans cette société libérale, c'est le fait qu'il s'agit d'une **société égalitaire**. Non seulement l'égalité fait bon ménage avec le libéralisme mais il semble même que c'est exclusivement dans la société libérale qu'elle se concrétise de manière aussi éclatante. Il découvre quelque chose qui n'existait pas en Europe à cette époque-là : une société où la classe moyenne est majoritaire.

**Le libéralisme a créé la classe moyenne et a enrichi la classe la plus pauvre.** A ce point de vue, aucun régime économique n'a surpassé le libéralisme et la population mondiale n'a jamais été aussi riche que maintenant. **Tous les autres systèmes économiques qui ont été essayés sur terre sont plus inégalitaires que le libéralisme** : dans l'Antiquité, il y avait des maîtres et des esclaves. Au Moyen Age, il y avait des seigneurs et des paysans. Même dans le régime communiste, qui, comme en Russie Soviétique, visait à l'égalité absolue, les écarts de fortune entre le peuple et les dirigeants du parti étaient gigantesques.

**La mondialisation libérale permet de réduire les inégalités dans le monde.** Le « coefficient de Gini » mesure le degré d'inégalité de la répartition des revenus dans une société donnée. Ce coefficient varie de 0 à 1 :

- 0 signifie l'égalité parfaite (tout le monde a le même niveau de richesses) ;
- 1 signifie l'inégalité parfaite (une seule personne possède toutes les richesses, les autres n'ont rien).

Dans le monde, ce coefficient s'est réduit de 0,6 à 0,52 entre 1968 et 1997. Globalement, l'inégalité diminue en même temps que progresse la mondialisation de l'économie.

**Plusieurs pays (en Afrique noire notamment) sont aujourd'hui dans une situation pire qu'il y a trente ans** (guerres, pillages, génocides, famines, etc.). Le point commun à tous ces pays ? L'absence d'institutions libérale, l'absence d'une économie de marché, l'absence d'une classe moyenne et l'absence de liberté.

Il faut distinguer entre deux types d'égalité :

- l'égalité en droit (ou « isonomie »)
- l'égalité socio-économique

Les libéraux sont les premiers à avoir défendu cette l'égalité en droit. Ils sont intransigeants sur le respect de l'égalité en droit : chacun jouit des mêmes droits

L'égalité socio-économique (égalité des fortunes, des revenus, etc.) n'est pas un objectif libéral car le libéralisme laisse à chacun la liberté de choisir son mode de vie. Si quelqu'un veut s'investir dans une cause non lucrative (l'enseignement, la coopération, etc.), libre à lui. Si quelqu'un veut faire fortune, libre à lui. Il peut exister des différences importantes entre le niveau socio-économique de chacun. Ces dernières peuvent résulter de la chance (un héritage, le hasard, la possession de talents exceptionnels, etc.) mais elles sont aussi la conséquence de choix de vie, du travail, de la persévérance, du mérite, de la prise de risque, etc.

**Par ailleurs, il existe un principe que les libéraux furent les premiers à défendre : l'égalité des chances.**

Qu'est-ce qu'on entend par « principe d'égalité des chances » ?

**Traditionnellement, ce principe libéral d'égalité des chances considère que les inégalités des revenus, de prestige, etc. sont justifiées si et seulement si il y a juste compétition dans l'attribution des postes et positions qui procurent ces avantages.** Dans cet esprit, il est tout à fait acceptable qu'une personne gagne, par exemple, cinq fois le salaire que gagne la moyenne des gens dans un pays si, du moins, personne n'a été désavantagé par sa race, son sexe ou sa provenance. Une telle inégalité sera considérée comme légitime peu importe la question de savoir si le plus mal loti bénéficie ou non de cette inégalité.

**Tout enfant a le droit d'acquérir le même niveau d'éducation que n'importe quel autre enfant.** De cette manière, chacun reçoit dès le départ les mêmes chances de découvrir, de cultiver et de tirer profit de son talent. On appelle cela **l'égalité des chances**. C'est **un des principes fondamentaux du libéralisme**. Bien avant l'apparition du POB (Parti Ouvrier Belge), ancêtre de l'actuel Parti Socialiste, les libéraux belges se battaient déjà contre le parti catholique pour instaurer le principe d'égalité des chances et l'instruction gratuite et obligatoire.

### **3. Les libéraux privilégient les riches et sont antisociaux**

On entend parfois des gens affirmer que les libéraux voudraient supprimer la sécurité sociale. C'est à la fois une bêtise et un mensonge.

**Pourquoi ? Pour trois raisons :**

- **il n'y a pas de sécurité sociale sans libéralisme ;**
- **les libéraux ont énormément participé à la création de la sécurité sociale en Belgique ;**
- **les libéraux sont les meilleurs protecteurs de la sécurité sociale.**

**→ La sécurité sociale n'existe que dans les pays libéraux. Pourquoi ? Parce que pour redistribuer la richesse, il faut d'abord la créer.**

**→ Les libéraux, ont participé activement à la création de la sécurité sociale en Belgique.**

C'est un libéral - le premier ministre **Charles Rogier** - qui, en 1860 défendit, pour la première fois, un projet de loi **interdisant le travail des enfants** de moins de 12 ans, **limitant la journée de travail** à 12 heures et créant une **inspection du travail**. Il fallut

près de 20 ans pour vaincre les réticences du parti catholique et faire adopter ce projet en 1878.

**C'est un libéral** - le ministre libéral des finances **Walthère Frère-Orban** - qui, en 1850, créa le **Crédit communal** pour financer les investissements publics locaux et qui, en 1865, créa la **Caisse Générale d'Épargne et de Retraite**.

**C'est un libéral** – le ministre d'État **Paul Janson** - qui, dès 1893, défendit le premier des mesures votées par la suite : le **suffrage universel**, **l'instruction** primaire obligatoire et gratuite, **l'interdiction du travail de nuit pour les femmes**, le repos du dimanche, la **réglementation internationale sur le travail**, la loi sur **l'assurance obligatoire** contre les accidents, la maladie, le chômage involontaire, l'invalidité prématurée et la vieillesse pour les travailleurs agricoles et industriels, etc..

**→ La priorité des libéraux aujourd'hui est justement de sauver la sécurité sociale menacée de destruction. Pourquoi la sécurité sociale est-elle menacée ? Parce qu'elle a été mal gérée. Parce que, en Belgique et en Europe, les politiques socialistes ont endetté l'État de manière incontrôlée.**

**Les socialistes prétendent défendre les pauvres grâce à la sécurité sociale. Mais qui défend la sécurité sociale qui défend les pauvres ? Réponse : Les libéraux !!**

**Si l'on veut réduire les dépenses, c'est pour sauver la sécurité sociale. Pas pour appauvrir les gens.**

**Les libéraux veulent sauver la sécurité sociale à tout prix.** Pour sauver la sécurité sociale, il faut **se montrer ferme dans l'application des mesures anti-crise**. Il faut défendre la sécurité sociale envers et contre tout. **Y compris contre les faux-amis de la sécurité sociale.** En effet, il faut - aujourd'hui - défendre l'État-Providence **contre les syndicats**. Les syndicats sont opposés aux mesures de réduction des dépenses. **Ils ne veulent pas qu'on réduise le budget de l'État. Pourquoi ? Pour protéger leurs propres syndiqués.** Mais ils « oublient » les intérêts des autres travailleurs. Ils « oublient » les intérêts des chômeurs. Ils « oublient » les intérêts des générations futures. Ils « oublient » les enfants qui, plus tard, seront aussi des retraités, etc. C'est pour cela qu'**Elio Di Rupo** lui-même leur a déclaré qu'ils allaient **« précipiter le pays dans l'abîme »**.

#### **4. Les libéraux sont conservateurs**

D'une part, le libéralisme est une doctrine progressiste et, d'autre part, le conservatisme n'est pas une attitude qui serait la propriété exclusive de la droite. Ainsi, il n'est pas abusif de prétendre que le corporatisme syndical est conservateur, que la tolérance aux dérives misogynes du communautarisme religieux est une attitude conservatrice et qu'une éthique prônant un mode de vie axé sur la décroissance et le rejet des innovations technologiques est conservatrice.

Avant d'explorer plus avant la distinction progressisme/conservatisme, disons quelques mots sur une autre distinction, très différente de la première, mais souvent confondue à tort avec elle : la distinction gauche/droite. On prétend parfois que l'axe gauche/droite est obsolète. Nous pensons le contraire. Evidemment, un positionnement de ce type est toujours relatif et contextuel (tant dans l'espace que dans le temps): ainsi, Obama est « à gauche » des Républicains américains mais se situe « à droite » du PS et même du CDH. A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, face au parti catholique conservateur, le parti libéral incarnait la gauche en Belgique : « l'Union des gauches libérales » a regroupé les libéraux progressistes et les libéraux doctrinaires. Mais, à l'intérieur d'un contexte politique donné, cet axe conserve toute sa pertinence, à condition de le considérer comme un outil et non comme une séquence ADN. C'est une grille de lecture, évolutive certes, mais néanmoins objective. En ce sens, les libéraux belges sont objectivement situés à droite sur l'échiquier politique actuel. Mais, encore une fois, « droite » et « conservatisme » ne sont pas synonymes.

Fondamentalement, les partis libéraux ne sont pas des partis conservateurs car le conservatisme s'enracine dans la conviction soit que rien ne doit être changé soit que le passé doit être restauré. Or, le libéralisme a toujours combattu le statu quo et a toujours été tourné vers le futur. Le libéralisme a puissamment contribué au renversement de l'Ancien Régime et au démantèlement de l'ordre féodal. Le libéralisme économique qui a accompagné la révolution industrielle durant le XIX<sup>ème</sup> a entraîné, en l'espace de quelques générations, une croissance démographique vertigineuse, libérant ainsi l'homme de l'économie de subsistance dont il subissait les rigueurs depuis le début de l'histoire.

L'élévation continue des standards matériels, l'allongement de l'espérance de vie, la démocratisation, etc. sont autant de phénomènes consubstantiels à la croissance économique découlant de l'économie de marché. Contrairement à l'écologisme qui défend une conception statique de l'économie (un gâteau à partager), qui se montre hostile à la mondialisation des échanges (« consommer local »), qui encourage les populations du Tiers-monde à conserver leur économie d'autosuffisance et leur mode de vie traditionnel, le libéralisme défend une conception dynamique de l'économie qui stimule le rattrapage économique par la généralisation du libre-échange entre les peuples. Revient à vouloir empêcher, via des barrières et autres politiques protectionnistes, les populations du tiers monde de trouver des débouchés. Pourquoi les populations du tiers monde n'auraient-elles pas le droit de s'enrichir comme nous ? Pourquoi devraient-elles rester dans la situation qui est la leur ? Là encore, nous sommes face à une conception conservatrice.

L'Union européenne - matérialisation des idéaux libéraux de libre circulation des hommes, des capitaux, des biens et des services - est la plus grande force pacificatrice de l'histoire, aujourd'hui attaquée par la gauche, l'extrême-gauche et le Front National, le parti ultraconservateur de Marine Lepen. Contrairement à ce qui est suggéré dans l'article du Soir, les partis libéraux ne défendent pas une conception conservatrice en matière d'immigration. Comme en atteste les Etats-Unis, les sociétés les plus libérales sont toujours les plus cosmopolites. Une identité est d'autant plus riche, diversifiée et solide qu'elle parvient à intégrer ces influences extérieures. Les grandes capitales intellectuelles dans l'histoire (Athènes, Rome, Paris, Londres, Vienne, New York, etc.) ont eu, à leur apogée, pour point commun un régime de liberté et le fait de faire converger vers elles des personnes venant des quatre coins du monde. Néanmoins, le libéralisme combat les influences culturelles extérieures qui sont hostiles aux droits et libertés fondamentales.

Plus fondamentalement, ce clivage progressisme/conservatisme existe depuis toujours et caractérise tout groupe humain. Chaque parti comporte une aile progressiste et une aile plus conservatrice. Ce conservatisme n'est pas nécessairement nocif car il existe toute une série de

valeurs et de principes dignes d'être conservés et à l'esprit desquels il importe de rester fidèle. Par ailleurs, comme le dit l'expression consacrée, la sagesse des aînés tempère l'ardeur des plus jeunes. C'est sur ce principe que repose le bicaméralisme du pouvoir législatif. Mais il arrive que la frange conservatrice d'un groupe prenne le dessus, étouffe tout débat interne, freine toute innovation et s'oppose à toute mesure qui bouleverserait des habitudes, des pratiques, des situations résultant d'une mauvaise gouvernance. Un parti qui reste aux commandes du pouvoir sans jamais se ressourcer dans l'opposition peut générer tout un appareil dont dépendent et profitent une masse importante de personnes, d'associations et autres corporations. C'est le cas du parti socialiste en Belgique francophone.

Il arrive aussi qu'une hostilité de principe à un mode de vie propre à nos sociétés libérales engendre un rejet de la dynamique même de l'économie de marché. C'est le cas du parti Ecolo dont l'antilibéralisme viscéral de la base électorale l'oblige à jeter le bébé avec l'eau du bain. Pourtant, une défense pertinente de l'environnement passe justement par l'économie de marché. Les alternatives respectueuses de l'environnement actuellement en gestation (énergies renouvelables, voitures électriques, filtres à pollution, séquestration du CO<sub>2</sub>, matériaux renouvelables, augmentation du rendement énergétique, etc.) nécessitent le progrès scientifique et technologique qui, lui, dépend directement de la production de richesses et donc de la croissance économique.

Comme on l'a déjà dit, quitte à tordre le sens des mots, on pourrait, avec davantage de pertinence, considérer les formations de gauche comme « conservatrices ». Une attitude conservatrice revient souvent à défendre ceux qui sont bien installés au détriment de tous les autres. Cela a créé un marché du travail extrêmement rigide et réglementé, qui décourage certes les employeurs de licencier mais qui les décourage surtout d'engager des nouveaux employés. Le marché de l'emploi est verrouillé et favorise ce que les Anglo-saxons appellent la « tyrannie des insiders ». Le conservatisme crée toujours de l'injustice et des privilèges. Défendre les travailleurs est légitime mais le vrai combat de la gauche devrait plutôt d'ouvrir un véritable accès au travail.

L'enseignement offre un exemple assez frappant de conservatisme syndical. En raison de la force paralysante des syndicats, il est quasiment impossible d'adopter les réformes indispensables en la matière. On ne parle pas ici de ces gadgets idéologiques catastrophiques que sont les décrets inscriptions, le décret Robin des bois et autres décrets qui compliquent la bonne marche des établissements et alourdissent les tâches des enseignants. Par réformes indispensables, on vise ici les réformes structurelles telles que la fusion des réseaux publics, l'allongement de l'âge de la pension, etc. Ces dernières sont systématiquement bloquées par les syndicats conservateurs. Elio Di Rupo en sait quelque chose, lui qui, alors jeune ministre, a tenté de mener pareilles réformes : il s'est cassé les dents contre ce bloc monolithique que sont les syndicats enseignants.

Parler de « droits acquis » pour s'opposer à toute réforme permettant de fluidifier le marché du travail et favoriser son accès à ceux qui en sont exclus, prôner les « accommodements raisonnables » pour faire droit à des pratiques ultraconservatrices qu'on n'ose pas condamner de peur d'être sanctionné électoralement, invoquer constamment le « principe de précaution » pour enrayer toute politique énergétique responsable de nature à rencontrer les besoins de demain, voilà des politiques à propos desquelles le qualificatif de « conservateur » ne serait pas galvaudé.

## **5. Les libéraux favorisent les patrons**

*Les libéraux sont vus comme les défenseurs des patrons, de la classe dirigeante. On les oppose aux socialistes qui défendent les ouvriers. Ici, s'affiche la question des avantages donnés aux entreprises fiscalement notamment. L'idée est de dire que nous ne favorisons pas les patrons mais bien le travail et que nous sommes contre un coût du travail qui soit exorbitant et qui pousse les sociétés à externaliser mettant en péril de nombreux emplois.*

L'individu est au cœur du libéralisme.

Un libéral n'est pas plus du côté du patronat que des syndicats. Pas plus du côté des producteurs que des consommateurs. Pas plus du côté des propriétaires que des locataires. Pas plus du côté des riches que du côté des pauvres. **Un libéral est, a toujours été et sera toujours aux côtés de l'INDIVIDU et non des groupes.** Il est pour le strict respect des engagements contractuels librement consentis et s'oppose à tous les groupes qui font pression sur le monde politique pour décrocher par la bande des avantages et des privilèges. Il s'oppose à l'Etat quand ce dernier, favorisant des groupes organisés, opprime fiscalement l'individu, rabote ses libertés ou lui confisque des droits pour financer ces avantages et privilèges.

→ **Le libéralisme n'appauvrit personne et enrichit tout le monde.** Depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, le pouvoir d'achat du travailleur moyen a constamment augmenté :

- En 1850, l'ouvrier moyen gagnait chaque mois l'équivalent de 80 kg de pain.
- 150 ans plus tard, il en gagne l'équivalent de 1600 kg chaque mois.

→ Dans l'histoire de l'humanité, **la pauvreté a toujours été la règle et la richesse l'exception.** Cette situation est en train de s'inverser grâce à la mondialisation libérale.

Selon les chiffres officiels du *Programme des Nations-Unies pour le développement* :

- en 1820, 85 % de la population mondiale vivait dans l'absolue pauvreté (elle gagnait moins d'un dollar par jour) ;
- en 1950, ce chiffre est descendu à 50 % ;
- en 1980, il était de 30 % ;
- de 1980 au tournant du 21<sup>ème</sup> siècle, il est tombé de 30 à 23 %.

## 6. Les libéraux sont responsables de la crise financière

*Les libéraux sont vus comme les défenseurs des banques, des actionnaires, des traders qui misent en bourse. Ici l'amalgame est clairement affiché entre libéraux et néo-capitalistes...*

→ Il faut **distinguer – sans néanmoins les opposer !!! - le libéralisme du capitalisme :**

- le **libéralisme** vise à consacrer, préserver et accroître la **liberté** ;
- le **capitalisme** vise à créer, préserver et accroître la **prospérité** ;
- le **capitalisme est un outil** qui, bien utilisé et bien encadré, permet d'assurer la prospérité d'une société ;
- le **libéralisme ne peut exister sans le capitalisme** car une société où les individus ont le ventre vide ne peut garantir les libertés



**Exemple : L’Egypte est l’exemple tragique d’une société libérale qui, en 1952, a renoncé à l’économie de marché et qui, dès lors, a rapidement perdu toutes ses libertés. La première constitution d’Egypte, proclamée en 1923 par le roi Fouad, est calquée sur la constitution belge de 1830 considérée par beaucoup comme « l’une des plus libérales au monde ». Cette libéralisation fut malheureusement interrompue dans les années 1950 avec l’accession de Gamal Abdel Nasser et le triomphe du panarabisme et du socialisme dans le monde arabe. Sans les recettes de l’économie de marché, les beaux principes libéraux finissent rapidement par être étouffés et piétinés. Dans un contexte de guerre froide, le nassérisme a coïncidé avec la disparition progressive, en Egypte, de la bourgeoisie, des partis, du pluralisme politique, de la vie culturelle et des libertés.**

- le capitalisme sans le libéralisme conduit à l’injustice et à la servitude.

**→ La crise financière n’est pas la preuve de l’inefficacité du capitalisme mais la preuve d’un dévoiement du capitalisme par l’Etat.**

- **Qu’est-ce que la spéculation ? Spéculer, c’est, étymologiquement, « voir loin ».** C’est l’une des plus belles vertus humaines comme en atteste l’expression « spéculation intellectuelle ». **Nous sommes tous des spéculateurs** : nous espérons que nos actions présentes permettront d’améliorer notre situation future.

Exemple : un étudiant espère généralement que son investissement intellectuel présent lui permettra de décrocher un diplôme lui permettant de prétendre à une rémunération plus élevée que celle qu’il aurait obtenue sans ce diplôme.

La spéculation est une **structure universelle** qui dépasse de loin le cadre du marché. **Ce qui est critiquable, ce n’est pas la spéculation en tant que telle. Ce qui est critiquable, c’est la spéculation irresponsable.** Par spéculation irresponsable, on ne vise pas ici certains spéculateurs qui n’auraient pas d’éthique : un spéculateur espère toujours maximiser son bénéfice. Le problème ne se pose pas au niveau individuel. Non, par spéculation irresponsable, on parle d’une **situation** qui existe depuis quelques décennies et qui se caractérise par le fait que le **monde de la finance est devenu irresponsable.**

- Pourquoi ? C’est ici tout le nœud de la question. **Ce n’est PAS parce que ce monde de la finance serait dérégulé, parce qu’il serait un far west, parce que l’Europe doit uniformiser ses contrôles, etc. C’est, au contraire, en raison de l’hyperréglementation** et non en raison de la dérégulation que le monde de la finance est devenu irresponsable. Quand on regarde un peu sérieusement la réglementation existante dans le secteur bancaire aux Etats-Unis, on constate que, depuis des décennies, il existe des dizaines de milliers de pages de réglementation. Le nombre de régulateurs financiers travaillant dans les agences fédérales (dont les dépenses ont cru de 43% de 1990 à 2007) est de 12.000. Depuis la loi Sarbanes Oxley (de 2002), les textes réglementant le secteur financier ont gonflé de... 70.000 pages.
- **Le problème n’est donc pas dans la dérégulation mais dans l’hyperréglementation du secteur bancaire. C’est cette hyperréglementation qui a rendu les banques et le secteur de la finance irresponsable.** Un exemple : l’harmonisation internationale des normes comptables assure-t-elle réellement une meilleure transparence ? Non. Quoique simplifiant la communication, cette centralisation monopolistique nuit fortement à la

qualité de l'information. En effet, la multiplication d'artifices comptables enjolivant la situation patrimoniale des entreprises est une réaction à cette hyperréglementation des normes comptables. Pour faire bref : **l'imposition** au niveau américain et au niveau européen **d'un modèle unique extrêmement détaillé a rendu les entreprises légalistes et hypocrites**, se contentant de respecter à la lettre le prescrit légal plutôt que de créer, comme par le passé, leurs propres normes : ce qui les contraignait à rester prudentes et à s'améliorer constamment sous peine d'être sanctionnées, par le marché et en justice, si ces normes étaient de mauvaise qualité. Trop de droit tue le droit. **Il serait plus sain et plus responsabilisant de laisser aux entreprises le choix des méthodes les plus adaptées pour remplir un objectif général** de l'information financière, déterminé et sanctionné par la loi : refléter le plus fidèlement la situation patrimoniale de l'entreprise. Ce qui suppose non pas plus mais moins de régulation, mais basée sur des principes simples : responsabilité, honnêteté, sincérité des contrats, etc.

- **L'Etat a rendu le monde financier irresponsable en disant : pour autant que vous respectiez toutes nos règles, nous vous garantissons en cas de faillite.** La Réserve fédérale sera toujours là pour éponger vos pertes et vous empêcher de faire faillite. Pourquoi ? Parce que vous, grands établissements, grands groupes financiers, grandes compagnies d'assurance, vous êtes trop importants que pour nous nous permettions de vous faire faire faillite. Votre chute risque d'entraîner avec elle toute l'économie mondiale. Et c'est vrai : **on n'a pas eu le choix.** Didier Reynders n'a pas eu le choix : il a dû empêcher les banques de faire faillite en raison de l'effet systémique.
- **Il faut empêcher que de telles faillites se reproduisent** (et cela risque fortement d'être le cas). Pour cela, il faut empêcher la formation artificielle de ces organismes monstrueusement grands. Ce n'est pas parce qu'elles sont grandes qu'il faut condamner des entreprises. **Ce qui est condamnable, ce sont des entreprises qui ont bénéficié et qui continuent à bénéficier de faveurs de la part de l'Etat, qui bénéficient de rentes de situation et qui ont pu influencer l'Etat pour adopter des réglementations qui pénalisent surtout leurs concurrents plus petits** (par exemple des normes extrêmement exigeantes en matière environnementale que, elles, peuvent supporter mais pas leurs concurrents). Par ailleurs, ces entreprises ont souvent été aidées par le passé. Elles ne sont donc plus réellement « privées » mais, d'une certaine manière, publiques. C'est d'ailleurs parce que l'Etat a injecté énormément d'argent pour les renflouer qu'il ne veut pas qu'elles tombent en faillite et que, en conséquence, la justice américaine ne poursuit pas un certain nombre de pdg qui ont ouvertement violé la loi.
- Derrière tout cela, **les libéraux doivent dénoncer non pas le capitalisme mais le « croony capitalism » ou « capitalisme de connivence », cette collusion ; cette complicité coupable et malsaine entre des élites étatiques et les patrons de ces grands groupes bénéficiaires d'avantages étatiques.** C'est contre cela qu'il faut lutter. Il faut cesser de faire bénéficier ces monstres financiers des avantages dont ils jouissent. Il faut poursuivre en justice les abus présents et passés. **Il faut, si nécessaire, pouvoir mettre en faillite ces entreprises quand elles viendront demander à l'Etat une nouvelle fois d'être sauvées** et cela en les scindant, en organisant les faillites de manière intelligente sans mettre en péril les déposants. Plusieurs formules sont possibles comme celle permettant le mécanisme « échange dette-capital » : la banque serait forcée de convertir un pourcentage de ses dettes en actions qui seraient données à ses créanciers. Faute de le faire, l'Etat refuserait d'intervenir. Grâce à un tel mécanisme, les faillites impacteraient d'abord les créanciers avant les détenteurs de compte, ce qui devrait réduire les prises de risque inconsidérées des banques.

- **Bref, il faut impérativement responsabiliser les banques et établissements financiers.** Pour ce faire, il faut leur redonner une certaine liberté, ce qui implique évidemment qu'ils assument seuls les conséquences de leurs actes. **Quand on veut qu'un adolescent s'autonomise, on lui dit de faire des petits jobs pour se payer l'essence de sa voiture et sa consommation d'alcool.** Ce que le gouvernement fait actuellement, c'est un peu comme des parents qui payent sans limite l'essence, l'alcool et donnent les clés de leur voiture aux adolescents mais en s'asseyant sur les sièges arrière de la voiture pour les surveiller. **Nous devons restaurer en la matière cette valeur qui est la plus fondamentale: la liberté, et son corollaire obligé : la responsabilité.**

➔ **Malgré les crises à répétition, le niveau de vie a continuellement augmenté depuis le 19<sup>ème</sup> siècle :**

- la preuve objective de cette augmentation, c'est la **hausse de l'espérance de vie dans le monde.** Selon les chiffres du *Programme des Nations-Unies pour le développement*, l'espérance de vie dans le monde est passée, ces 50 dernières années de 46 ans à 64 ans en moyenne.
- **l'accroissement continu de la population mondiale** (depuis 20 ans, la population mondiale s'est accrue de 1,5 milliards d'individus) est une autre preuve de l'accroissement des richesses au niveau mondial.

➔ **Lors de la dernière crise financière, l'Etat est intervenu pour sauver les banques de la faillite. Il est donc vrai que les « pauvres » ont du payer pour les riches MAIS :**

- ce sauvetage a eu pour but d'empêcher que la faillite des banques ne ruine l'économie toute entière et ne provoque des licenciements en masse (les « pauvres » ont donc sauvé les « pauvres » avant de sauver les « riches »).
- la crise bancaire et financière trouve son origine dans une défaillance du contrôle des activités bancaires par l'Etat mais aussi dans une politique de l'Etat en faveur du logement qui a encouragé voire, dans certains cas, obligé les banques à prêter de l'argent à des personnes qui n'étaient pas solvables.